



12^e Ateliers Jeunes Chercheurs de l'AJEI

*En partenariat la Banaras Hindu University.
Varanasi les 16, 17, 18 Février 2009
« Politiques Publiques en Inde.*

Quelles spécificités ? »

L'Association Jeunes Etudes Indiennes (AJEI) regroupe des étudiant-e-s en sciences sociales, du mastère au post-doctorat, travaillant sur l'Asie du Sud. Chaque année, elle organise des ateliers en Inde qui sont l'occasion pour de jeunes chercheurs de présenter leurs travaux, discutés par des chercheurs confirmés. L'édition 2009 des Ateliers AJEI, qui se tiendra à Varanasi, en partenariat avec la Benaras Hindu University (BHU) pour une journée franco-indienne, portera sur l'analyse des politiques publiques en Inde.

Cette journée franco-indienne a l'ambition d'embrasser la diversité des politiques publiques, de questionner leur nature, leur signification et leur impact dans le contexte indien afin de saisir une éventuelle transformation de l'Etat. Pour cela, on pourra s'intéresser à des politiques sectorielles volontairement hétérogènes (qu'elles soient -par exemple et de manière non exhaustive- environnementales, territoriales, urbanistiques, touristiques...) pour aborder ensuite une réflexion commune plus large sur la définition de la puissance étatique et son rapport à la société indienne. Dans cette perspective et afin d'avoir une vision globale de la situation, une approche multidisciplinaire (sciences administratives et politiques, histoire, géographie, anthropologie, sociologie, économie...) et multiscale (à l'échelle locale, nationale et régionale) de cette thématique est encouragée.

Pour guider la réflexion, trois pistes d'analyses des politiques publiques sont évoquées dans cette appel à contribution : « les politiques publiques au jeu des acteurs », « signification et sens de l'action publique », « métamorphoses de l'Etat ».

LES POLITIQUES PUBLIQUES AU JEU DES ACTEURS

Une politique publique peut être définie de façon large comme le résultat de processus d'actions collectives, associant différents acteurs publics et privés, en vue de résoudre un problème défini politiquement comme collectif. Loin d'être neutre et incontesté, le choix de telle ou telle « solution » émane d'un compromis entre les différents groupes sociaux impliqués qui se traduit ensuite par un ensemble concret de moyens législatifs, organisationnels, financiers, administratifs, juridiques et humains. Chaque décision rencontre des résistances dans son application en raison des conflits d'intérêts qu'elle peut susciter entre les acteurs dans son élaboration et sa concrétisation.

L'actualité récente avec les oppositions rencontrées par les Etats dans leur politique d'industrialisation et de réhabilitation des populations, comme la médiatique et difficile implantation de la chaîne de montage de la Nano de Tata au Bengale Occidental, fournit des exemples significatifs de ces contestations. L'atelier vise donc tout d'abord à répondre aux questions suivantes: comment sont représentés les différents intérêts et selon quels processus de coordination d'acteurs? Qui gouverne et comment?

On pourra plus particulièrement s'intéresser aux réseaux, plus ou moins stables et formels, d'acteurs impliqués dans le processus de décision et d'application. Il s'agira notamment de souligner les différents groupes concernés, leur composition et leur pouvoir afin de montrer la diversité des systèmes d'actions et des modes de structuration des intérêts politiques et sociaux au sein d'un territoire (ex: Asie du sud, Union Indienne, Bihâr, ville...), d'une filière (ex: santé, économie, environnement, foncier....) et d'un problème (grippe aviaire, inflation, inondation, slums...).

SIGNIFICATION ET SENS DE L'ACTION PUBLIQUE

Une politique publique est aussi une image sociale du système sur lequel elle intervient. Sa construction émane d'un ensemble de normes, de symboles, de croyances et cristallise donc à ce titre une représentation spécifique d'un objet à un moment, un lieu et une situation socio-économique donnés. Mais une politique impose également une production de normes, une fabrication d'idées et de valeurs qui vont constituer une certaine vision du monde.

Ainsi, les communications pourront présenter les dimensions cognitives (compréhension du monde) et normatives (les objectifs de chaque politiques pour agir sur ce monde) des politiques publiques en Inde. Dans cette perspective, les politiques de discrimination positive pourront être appréhendées comme une redéfinition de la place et de l'image sociale de groupes traditionnellement marginalisés. Dans le même registre, les débats politiques sur la condition féminine en Inde apparaîtront comme un processus de médiation sociale entre la société et une situation identifiée comme fortement inégalitaire et donc problématique. La question qui se pose est de déterminer comment sont motivées, mobilisées et légitimées les idées constitutives à toute action politique. Plus précisément, il s'agit de savoir comment est élaborée l'image du système à réguler. A partir de quels concepts et à travers quels mécanismes?

METAMORPHOSES DE L'ETAT

L'analyse des politiques publiques renvoie en fin de compte à l'évolution de l'Etat et à ses visions successives selon les époques et les contextes. Au niveau international, on assiste depuis les années 1980 à un changement de paradigme avec la remise en cause de l'Etat centralisé et monopolistique, perçu comme obsolète dans le cadre d'une économie mondialisée. Dans ce contexte, les politiques publiques doivent désormais concilier des d'objectifs d'équité sociale (réduction de la pauvreté et des inégalités) et d'efficacité économique (avec l'ouverture au marché et l'assainissement des finances publiques).

Contrairement à la plupart des autres pays du Sud, cette libéralisation ne semble pas s'être traduite en Inde par de profondes ruptures dans l'éventail des politiques publiques. Par exemple, sans céder à la vague mondiale des privatisations des années 1990, l'Inde a libéralisé son système (autonomisation du secteur privé et ouverture au marché) avec la coordination, l'implication et le soutien de l'Etat qui réaffirme son contrôle selon de nouvelles modalités. Ainsi, la construction des politiques résulte de la conjugaison de forces internes et externes, de philosophies politiques distinctes qui évoluent en interdépendance avec la société.

Les communications qui tenteront d'approcher les transformations possibles de l'Etat indien seront particulièrement appréciées. A travers des politiques publiques comme la décentralisation politico-administrative, on pourra notamment questionner les évolutions des formes, de la nature de l'Etat et de ses capacités régulatrices. Existe-t-il de réelles ruptures dans ses actions?

A travers l'analyse des politiques publiques, c'est la spécificité d'une potentielle « voie indienne » que ce séminaire entend ici questionner: en quoi et pourquoi peut-on distinguer les caractéristiques de l'Inde dans la formulation et l'application de ses politiques publiques? Des contributions sur les autres pays de l'Asie du Sud pourront être également soumises si elles permettent des comparaisons avec le système indien.

Enfin, cet atelier pourra aussi être l'occasion de s'interroger sur la place même des analyses des politiques publiques en Inde. En effet, fortement développée en France, la discipline semble se cantonner en Inde à l'évaluation et à la science administrative. Alors qu'en est-il exactement de l'état de la recherche sur cette thématique en Inde et que cela nous apprend-il sur la manière d'y penser l'action publique ?

Les propositions de contribution (300 mots environ) sont à envoyer avant le 15 décembre 2009 à l'adresse suivante : ateliers@ajei.org . Chaque présentation durera 20 minutes, et sera discutée par un spécialiste. Les textes complets (20 000 signes) devront être envoyés avant le 30 janvier 2009. Merci de joindre à vos contributions votre nom, prénom, niveau d'études et institution de rattachement.